

DEDOLLARISATION DE L'ECONOMIE NATIONALE CONGOLAISE : ENJEUX ET QUELQUES IMPLICATIONS MACROECONOMIQUES

Par Trésor-Gauthier M.KALONJI

Juriste et Analyste Financier

Direction des Etudes et Planification-Ministère des Finances/République Démocratique du Congo

Contacts : tgk720@gmail.com / +243 99 319 7078 ; +243 81 74 04 777

0. Résumé

La « dédollarisation » est une mesure de l'Autorité monétaire, qui vise à confier à nouveau à la monnaie nationale ses attributions (fonctions) économiques classiques prises en otage par la devise, généralement le dollar ou toute autre monnaie étrangère. Ce phénomène, la « dollarisation », a fait ses preuves dans l'économie nationale congolaise (RDC), reléguant au fil du temps notre monnaie nationale au rang du sous-multiple du dollar américain, et dont la cause économique prépondérante serait à situer dans le déséquilibre macroéconomique... Un recadrage macroéconomique conséquent s'avère donc un prérequis à la réussite de la dédollarisation de l'économie nationale congolaise.

Mots-clés : *dédollarisation RDC ; devise RDC ; dollarisation RDC ; finances ; franc congolais ; inflation RDC ; macroéconomie RDC ; politique économique RDC ; politique monétaire RDC.*

I. Introduction

I.1. Contexte et cadre de l'étude

En date du 21 septembre 2012, au Cercle de Kinshasa, devant la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et l'Association Congolaise des Banques (ACB), le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, représenté par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, ainsi que la Banque Centrale du Congo (BCC), représentée par son Gouverneur, ont officiellement annoncé à l'opinion tant nationale qu'internationale la décision gouvernementale de la « dédollarisation » de l'économie congolaise, visant par cet effet à rétablir la monnaie nationale, le Franc Congolais (FC), dans sa fonction d'intermédiaire des échanges en lieu et place du dollar américain.

Selon le Gouvernement et la BCC, à partir du 01 janvier 2013, le Gouvernement va payer en Franc Congolais les rémunérations des Agents et Fonctionnaires de l'Etat, ainsi que toutes les fournitures, signalant à l'occasion l'expérimentation de la « dédollarisation » pour début Novembre 2012.

La « dollarisation » est un phénomène monétaire bien réel qui frappe totalement ou partiellement nombre d'Etats du monde aux économies émergentes et/ou en transition, dont la

République Démocratique du Congo. Elle a pour conséquence de paralyser la politique économique en général, et en particulier la politique monétaire de l'Etat « dollarisé »...

C'est en vue de se ressaisir et de redonner à leurs monnaies nationales les rôles économiques traditionnels inhérents, que les Etats décident parfois de « dédollariser » leurs économies. C'est donc le cas avec la République Démocratique du Congo qui en a fermement manifesté l'intention : *« ce processus de dédollarisation, nous allons ensemble l'amener jusqu'au bout, c'est-à-dire au succès, car nous allons y mettre toute notre technicité et tout notre savoir-faire ; c'est l'engagement que nous prenons ce soir. Prenez date de ce 21 septembre 2012 ! »*, Dixit le Gouverneur de la BCC en la date pré-évoquée...

Dans la présente étude, quelques questions attirent notre attention, dont la plus déterminante est celle de savoir ce que viserait le Gouvernement Congolais par la mesure de la dédollarisation de notre économie nationale par rapport au contexte macroéconomique, et quelle en serait la réalité sur terrain?

Cette préoccupation, ainsi que d'autres non évoquées, trouvent leurs réponses dans les lignes qui suivent.

I.2. Méthodologie

Pour mieux cerner le questionnement, nous avons estimé opportun de recourir à la méthode dialectique. A cette dernière, nous avons joint la technique de recherche documentaire, doublée de la technique moderne de recherche sur Internet autrement nommée « webographie ».

En effet, selon Platon, la dialectique est une méthode ou un genre de connaissance qui repose sur la confrontation de plusieurs positions de manière à dépasser l'opinion en vue de parvenir à un véritable savoir (ou la vérité). Matthieu Guidère renchérit en disant qu'il s'agit d'une démarche intellectuelle qui envisage toujours la chose et son contraire, avant d'en déduire une synthèse. De cette confrontation de points de vue, proches ou contradictoires, le chercheur est censé tirer des conclusions susceptibles de donner un aperçu général et complet du sujet, autrement dit une « synthèse » claire et objective impliquant une étude argumentée...

Ceci dit, il échoit d'indiquer que cette méthode d'analyse dialectique nous a permis d'opérationnaliser le concept de la « dédollarisation » en passant logiquement par la compréhension de celui de la « dollarisation » ; et aussi, apprécier l'état du changement quantitatif vers le changement qualitatif à travers les mesures gouvernementales qui du reste concourent à l'amélioration de la situation et par là la situation sociale des populations ; car, il n'y a pas de prospérité sociale sans prospérité économique, et les deux sont liées par la loi de la connection universelle...

Quant à la recherche documentaire, elle s'avère dans cette étude la technique par excellence qui nous a permis d'extraire des informations afférentes au sujet sous analyse à partir d'un ensemble de documents formels, y compris ceux virtuels visibles sur la toile web...

Tout compte fait, outre cette petite introduction, l'architecture de cette monographie se présente comme suite :

- ✓ Compréhension des concepts-clés : « dollarisation » et « dédollarisation »,
- ✓ Aperçu de la dollarisation dans l'économie congolaise (RD Congo) ;
- ✓ Dédollarisation de l'économie congolaise et innovations monétaires ;
- ✓ Conclusion ;
- ✓ Bibliographie sélective

II. Compréhension des concepts-clés : « dollarisation » et « dédollarisation »

II.1. La dollarisation

II.1.1. Notion

Le néologisme « dollarisation » décrit le choix pour un pays d'abandonner sa monnaie nationale pour adopter une monnaie étrangère, qui n'est pas nécessairement le dollar américain, ou de lier le cours de sa monnaie à celui d'une autre. En ce qui concerne l'utilisation de l'Euro hors de la zone Euro, de plus en plus fréquente, on peut aujourd'hui parler de « Euroisation »...

L'utilisation croissante du dollar pour les transactions réelles et financières est souvent une réaction des citoyens ou des pouvoirs publics d'un pays à l'instabilité de la monnaie nationale.

Cependant, si l'usage du dollar peut donner lieu à une plus grande stabilité macroéconomique, il peut aussi rendre le système financier plus vulnérable aux crises de liquidité et de solvabilité.

En outre, il peut être très difficile de « dédollariser », même si le pays a continué d'utiliser en parallèle sa propre monnaie et s'il en a stabilisé la valeur.

La dollarisation a donc des conséquences profondes pour l'économie du pays qui adopte cette politique, puisque l'Etat perd toute capacité à ajuster les fluctuations de l'économie par la politique monétaire et de taux de change. Il ne peut plus jouer de la planche à billets afin de réguler son endettement par les mécanismes d'inflation et de déflation ; il perd la capacité à dévaluer ou réévaluer sa monnaie ; et c'est aussi une perte économique pour la perception des droits de seigneurage inhérent à la création de monnaie par la banque centrale ...

II.1.2. Sortes de dollarisations

Il en existe deux : la dollarisation totale ou complète et la dollarisation partielle ou incomplète

A. La dollarisation totale ou complète

Quelques Etats et aires utilisent le dollar américain comme monnaie officielle, malgré l'existence de leurs monnaies nationales : Equateur, Micronésie, Iles Vierges britanniques, Marshall, Panama, Salvador, etc.

B. Dollarisation partielle ou incomplète

La « dollarisation » peut aussi être un phénomène économique spontané, dû à l'utilisation croissante d'une monnaie dans une économie. On parle alors de « dollarisation partielle ou incomplète » : Russie avec le dollar ; Maghreb avec l'Euro ; ou des zones frontalières comme en Europe la ville de Genève ; certaines parties d'Irlande du Nord ou Gibraltar. Elle concerne le plus les économies émergentes et celles en transition. Certains autres Etats et aires utilisent une monnaie nationale liée au dollar américain à parité fixe : Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Belize, Djibouti..., République Démocratique du Congo.

II.2. La dédollarisation

La compréhension du concept de la « dédollarisation » (peut aussi s'écrire « dé-dollarisation ») passe impérativement par l'appréhension de celui de la « dollarisation ». En général, une fois un pays dollarisé, le phénomène est présenté comme difficilement réversible si non au prix d'un changement radical de politique. C'est ce qu'on appelle la « dédollarisation ». Cette dernière est une mesure de la politique monétaire visant à rétablir une monnaie nationale dans ses trois fonctions classiques, à savoir : Réserve de valeur, Unité de compte, et Moyen d'échange ou de paiement...C'est le cas en République Démocratique du Congo avec la décision prise par le gouvernement congolais sur l'économie nationale.

Dans l'opinion, des remous au sujet de cette mesure de la politique monétaire gouvernementale de la « dédollarisation » n'ont pas manqué. On avancerait le fait qu'au moins 20 milliards de dollars américains en circulation en RD Congo évolueraient dans l'informel que l'Etat ne maîtrise pas, on ne voit pas comment le gouvernement peut présager le succès de sa politique de « dédollarisation ». En effet, Selon certains chercheurs, dont le professeur Mabi Mulumbi, 80% de l'économie congolaise serait dans le secteur informel. Les autres alourdissent ces statistiques, parmi eux l'économiste congolais Thomas KABEYA dans une interview accordée à Digital Congo en mars 2010, estime même que 4 % seulement concernent le secteur formel, soit 90% de l'économie seraient dans le secteur informel...

En dépit de tout, il paraît important de relever que des études ont démontré que la décision des Etats visant à « dédollariser » leurs économies nationales a fait toutes ses prouesses dans certains pays comme le Vietnam, l'Ukraine et la Roumanie.

III. Aperçu de la dollarisation dans l'économie congolaise (RD Congo)

Les concepts de la dollarisation et de la dédollarisation ayant été plus ou moins suffisamment sus-éclaircis, l'on s'interroge alors sur la manière dont au fil du temps l'économie congolaise s'est monétairement dollarisé ?

Pour répondre à cette préoccupation, nous nous référons à une gamme de recherches richement fournies, dont une étude de haute portée qui a été conjointement menée par deux Economistes congolais, à savoir KOLA LENDELE et Joseph KAMANDA KIMONA-MBINGA, respectivement de la Banque Centrale de Luxembourg et de l'Université du Québec à Outaouais. Ladite analyse est intitulée : « Nature et spécificité de la dollarisation de l'économie congolaise (RDC) ».

En effet, pour ces chercheurs, l'instabilité socio-politique connue dans notre pays depuis les années d'indépendance jusqu'à la troisième République, ont entraîné une désintégration graduelle de l'économie nationale marquée en générale par des hyperinflations et hyperdépréciations de la monnaie nationale, dont les chiffres scandaleux font montre par exemple en 1994 d'un taux annuel d'inflation ayant atteint 10.000% ou encore 500% en 2000.

Sur toute la décennie 1990 et au début des années 2000, l'économie congolaise a accumulé plusieurs déséquilibres macro-économiques. Les comptes extérieurs du Congo ont ainsi enregistré des déficits graves au niveau de la balance courante, ayant avoisiné 12 % du PIB. Ils ont été couverts par une accumulation des arriérés de paiements de la dette extérieure. Parallèlement à ces déficits extérieurs, l'État n'a cessé d'accumuler des déficits des finances publiques (7 % du PIB en moyenne jusqu'à 1998), financés exclusivement par les avances de la Banque centrale. Ce recours systématique à la planche à billets, dans un contexte de contraction sensible de la production, a entraîné l'économie dans une spirale d'hyperinflation et d'hyperdépréciation de la monnaie domestique.

Tableau 1. : Evolution du taux d'inflation du franc congolais de 1998 (lancement officiel) à 2012 (Mesure de dédollarisation).

ANNEE	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TAUX EN %	135	484	511,2	135,1	15,8	4,4	9,2	21,3	18,2	9,9	27,5	53,4	9,8	22,9	2,7

Source : Direction des statistiques BCC

- Au regard de ces données, il se déduit une **moyenne arithmétique de 97,3%** pour l'ensemble de la période étudiée. Elle est obtenue par la somme de tous les taux divisée par le nombre des années de la période susvisée (15 ans),

$$\text{Soit : Moyenne Arithmétique} = \frac{\sum xi}{n}$$

Concrètement,

$$\text{On a : } \frac{135+484+511,2+135,1+15,8+4,4+9,2+21,3+18,2+9,9+27,5+53,4+9,8+22,9+2,7}{15} = \mathbf{97,3}$$

- Quant à la **moyenne géométrique**, elle est de **29,3%**. En effet, elle est la racine 15^{ème} (nombre d'année de l'étude) du produit de tous les taux. L'équation de la moyenne géométrique est la suivante :

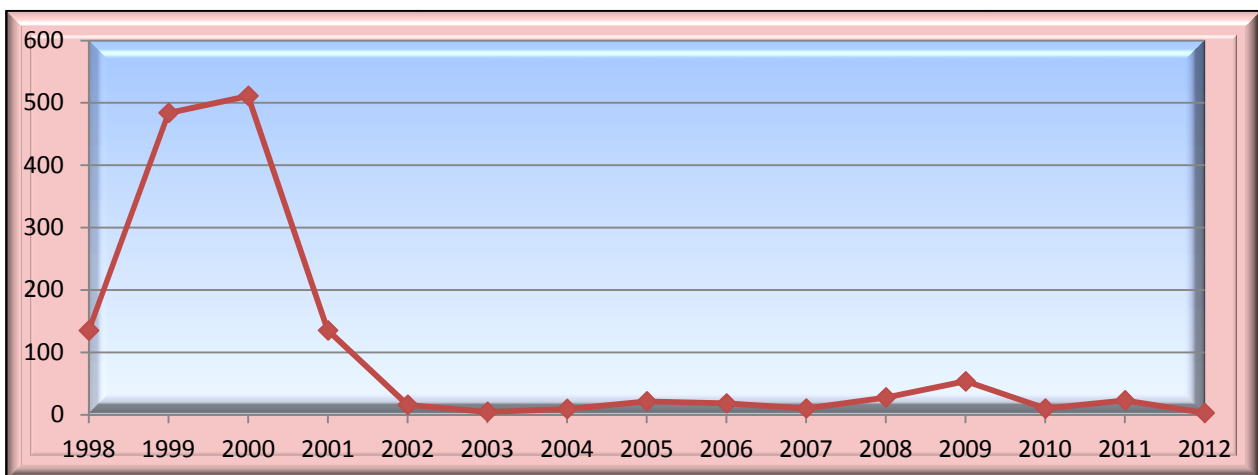
$$GM_{\bar{y}} = \sqrt[n]{y_1 y_2 y_3 \dots y_n}$$

Concrètement, on a :

$$\sqrt[15]{135 \times 484 \times 511,2 \times 135,1 \times 15,8 \times 4,4 \times 9,2 \times 21,3 \times 18,2 \times 9,9 \times 27,5 \times 53,4 \times 9,8 \times 22,9 \times 2,7} = 29,3$$

Remarque : En comparant les deux moyennes, l'arithmétique et la géométrique, il sied de préciser que la dernière reflète au mieux la réalité au regard des données issues du tableau, car les écarts entre les taux ne répondent pas à une variation régulière.

Graphique 1. : Evolution du taux d'inflation du franc congolais de 1998 (lancement officiel) à 2012 (Mesure de dédollarisation).



Source : DEME/DEP/FINANCES sur base de données récoltées à la BCC.

Par ailleurs, depuis l'indépendance, la RDC a adopté trois régimes des changes, à savoir :

- Régime de change fixe : 1960 – septembre 1983 où la monnaie congolaise a été rattachée successivement au franc belge, au dollar américain et puis au DTS
- Régime de change contrôlé : septembre 1983 – février 2001
- Régime de change flottant : depuis février 2001.

De plus, dans la vie économique du Congo démocratique, il y a deux périodes où il est noté un véritable phénomène inflationniste de la nature de sous-développement. La première va de 1960 à 1967 et la seconde de 1990 à 1999. L'inflation de la première période est une inflation du type institutionnel. Celle-ci trouve sa cause profonde dans la désarticulation de l'organisation politique dès l'accession du pays à l'indépendance. La seconde est caractérisée par des mutations politiques avec l'amorce du processus démocratique, mutation ayant les mêmes incidences économiques

néfastes que durant 1960-1967, incidences liées à la faiblesse des gouvernements et à une gestion économique et budgétaire laxistes.

Tableau 2. : Evolution du taux de change indicatif de Décembre 1998 à Décembre 2012.

ANNEE	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
CFD POUR 1\$Usd	2,4	4,5	50,0	311,6	382,1	372,5	444,1	431,3	503,4	503,0	639,3	902,7	915,1	919,4	919,0

Source : Direction des statistiques BCC

- Sur l'ensemble de la période susvisée, il se découle une **moyenne arithmétique** de **486,6** franc congolais pour 1 dollar américain. Elle est obtenue par la somme de tous les taux divisée par le nombre des années de la période (15 ans),

$$\text{Soit : Moyenne Arithmétique} = \frac{\sum xi}{n}$$

Concrètement,

$$\text{On a : } \frac{2,4+4,5+50,0+311,6+382,1+372,5+444,1+431,3+503,4+503,0+639,3+902,7+915,1+919,4+919,0}{15} = \mathbf{486,6}$$

- Quant à la **moyenne géométrique**, elle est de **240,4** franc congolais pour 1 dollar américain. En effet, elle est racine 15^{ème} (nombre d'année de l'étude) du produit de tous les taux, L'équation de la moyenne géométrique est la suivante :

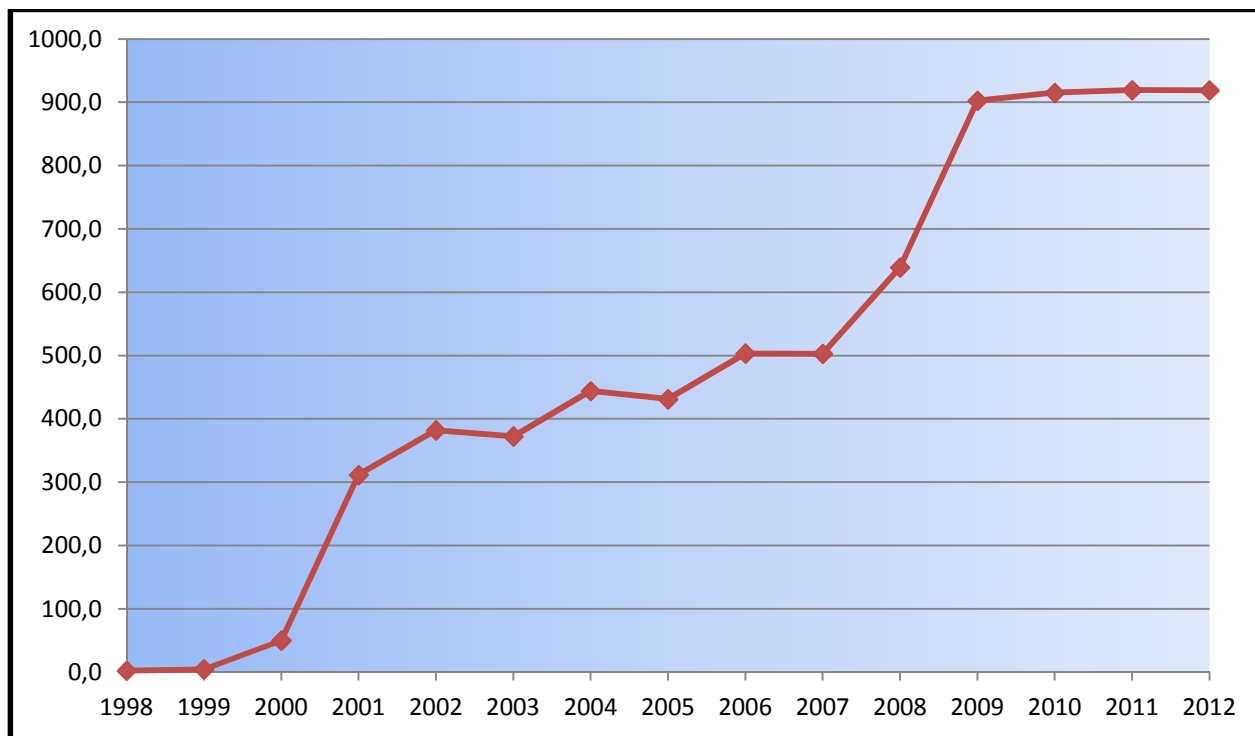
$$GM_{\bar{y}} = \sqrt[n]{y_1 y_2 y_3 \dots y_n}$$

Concrètement, on a :

$$\sqrt[15]{2,4 \times 4,5 \times 50,0 \times 311,6 \times 382,1 \times 372,5 \times 444,1 \times 431,3 \times 503,4 \times 503,0 \times 639,3 \times 902,7 \times 915,1 \times 919,4 \times 919,0} = \mathbf{240,4}$$

Remarque : ici on ne retiendrait que la moyenne arithmétique étant donné qu'elle reflète le mieux la réalité de l'étude. Jamais depuis la période transitoire de 1997 à 2001 caractérisée par les hyperinflation, la RDC n'avait réalisé une performance situant le taux de change à une moyenne de 240,4 FC le dollar américain. Mais par contre, l'histoire nous apprend que de 2003 à 2005, le dollar américain naviguait autour de 450 à 500 FC.

Graphique 2. : Evolution du taux de change indicatif de Décembre 1998 à Décembre 2012 (CFD/Usd)



Source : DEME/DEP/FINANCES sur base de données récoltées à la BCC.

A son lancement officiel en juin 1998, le franc congolais valait 0,72 dollar américain. Déjà au 31 décembre 1998, il fallait 2,4 francs pour obtenir 1 dollar américain ! Au 31 décembre 2005, il fallait 431,3 francs pour obtenir 1 dollar américain. Actuellement pour obtenir 1 dollar américain il faut entre 915 et 920 francs. Ce dernier taux semble se stabiliser depuis décembre 2010...

Comme on peut le constater, la monnaie nationale n'a pas résisté aux dommages causés par une inflation forte et variable. Elle a vite été abandonnée au profit des monnaies étrangères stables et plus particulièrement au profit du dollar américain. Le public résident a en effet perdu confiance en la monnaie nationale dont la valeur réelle n'a cessé de s'éroder au fil du temps, et s'est plutôt confié en la devise étrangère qui lui semble prestigieuse. C'est ce que l'Economiste congolaise Marie-Brigitte Nkoo, Professeur à la faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université de Kinshasa, met en évidence lorsqu'elle parle de « l'effet prestige ». Beaucoup de Congolais se sentent en effet « valorisés » en détenant des devises étrangères. Ainsi, par motif de précaution, les gens ont eu recours aux monnaies étrangères utilisées conséquemment comme valeurs refuges ou comme moyen de protection de leur patrimoine financier. Par conséquent, la devise étrangère a servi d'unité de compte ou de référence dans la conclusion des contrats et dans la fixation des prix des biens et services. Le professeur Evariste Mabi Mulumba a fait remarquer à ce sujet que lorsque la population n'a aucune confiance en une monnaie, celle-ci meurt de sa belle mort malgré une imposition légale.

Le cadre de la réforme monétaire opérée dans notre pays le 22 août 1993, avec un changement de signes monétaires, illustre aussi avec beaucoup d'évidence le rôle de l'élément « confiance » dans la monnaie. En effet, le professeur Kabuya Kalala et Matata Ponyo Mapon, actuel Premier Ministre de notre pays, ont écrit que suite au refus des deux provinces du Kasai (Kasai-Occidental et Kasai-Oriental) d'utiliser les nouveaux signes monétaires, il s'est créé, dans le pays, un nouvel espace monétaire où les anciens signes monétaires ont continué à circuler malgré leur démonétisation...

C'est donc là le décor contextuel dans lequel la monnaie nationale congolaise a progressivement perdu ses fonctions traditionnelles et que les monnaies étrangères, dont principalement le dollar américain, a gagné du terrain. La monnaie nationale est devenue faible et inconvertible hors de frontières de notre pays, tandis que le dollar américain est devenu une monnaie forte, stable et convertible...

Néanmoins, dans une étude empirique récente, les macroéconomistes congolais Sasse Kembe et Lungela Ndiangani, tous deux Chercheurs à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES) de l'Université de Kinshasa, concluent en écrivant : «Il en découle que le niveau des taux d'inflation n'explique pas celui de la dollarisation. C'est plutôt l'incertitude due à l'inflation ainsi que la volatilité associée qui déterminent la forte désirabilité des devises étrangères observée en RDC... ».

A ce stade de notre étude, il nous semble enrichissant de faire un aperçu des quelques événements politiques et économiques internes et externes à la République Démocratique du Congo, qui ont significativement influé sur sa santé macroéconomique, de la deuxième République à ces jours.

En prolégomènes, il est pertinent de mentionner qu'après une période de relatif dynamisme économique, la RDC a subi une sévère dépression entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000 liée aux guerres civiles qui ont ravagé le pays. Avec une croissance économique de 2,8 % en 2008 et de 2,7 % en 2009, la RDC a ensuite été l'un des pays d'Afrique les plus touchés par la crise de 2008-2009.

Au début des années 1990, face à la corruption endémique, la Banque mondiale et le FMI en vinrent à suspendre leur aide, et la plupart des interventions bilatérales furent arrêtées. La RDC fut incapable de faire face aux échéances de paiement de la dette et les lignes de crédit du FMI furent arrêtées en février 1992, celles de la Banque mondiale en juillet 1993. Malgré l'introduction d'une nouvelle monnaie, le nouveau zaïre (NZ), la gestion des devises resta anarchique, et l'inflation atteignit 10.000 % en 1994, les prix en magasins changeant plusieurs fois par jour.

En mai 1997, l'AFDL, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, prit le pouvoir et évinça le régime de Mobutu à l'issue de la Première guerre du Congo. Sous Kabila, le gouvernement et les entreprises publiques entamèrent un programme de reconstruction et tenta d'assainir la situation, alors que la RDC devait au Club de Paris 7 milliards d'euros. Le gouvernement commença par réformer le système d'imposition corrompu, les forces de police, et initia la remise en état du réseau routier laissé à l'abandon. Le franc congolais fut réintroduit.

En août 1998, la guerre éclata en RDC à la suite de désaccords entre Laurent-Désiré Kabila et ses anciens alliés du Rwanda et de l'Ouganda. À cette époque, quelques progrès avaient été réalisés pour le rétablissement de l'économie du pays, mais les problèmes majeurs d'infrastructures de transport, de douane et d'imposition restaient cependant. Les finances publiques de l'État n'avaient pas été assainies et les relations avec le FMI et la Banque mondiale restaient conflictuelles. De nombreuses rentrées gouvernementales n'étaient toujours pas comptabilisées et non incluses dans les statistiques officielles. Les relations avec la Banque mondiale furent suspendues à la suite de l'impossibilité de finaliser un accord avec le Fonds d'investissement de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la République démocratique du Congo.

Le début de la deuxième guerre du Congo en août 1998 fut à l'origine du déclin de l'économie qui s'est poursuivi jusqu'au milieu des années 2000. Le territoire se retrouva divisé entre une zone gouvernementale et des zones rebelles, ce qui mit fin au commerce entre ces zones. Dans leur ensemble, les relations commerciales entre les différentes régions du pays restent faibles encore aujourd'hui.

Après une reprise de l'inflation en août 1998, le gouvernement commença à essayer de réguler les prix par des lois. Il reprit également le contrôle des exportations. Ensemble, ces mesures affectèrent grandement la continuation des activités liées au commerce extérieur. De plus, les succès restreints de la lutte contre l'inflation et la dépréciation de la monnaie furent anéantis dès le début de l'offensive rebelle dans l'est du pays. La guerre réduisit drastiquement les revenus du gouvernement et accrut la dette extérieure. Les acteurs du commerce extérieur se firent moins présents, cela étant lié aux incertitudes sur l'issue du conflit et à l'augmentation du contrôle et de la pression fiscale du gouvernement. L'écart important entre le taux officiel et celui pratiqué en rue pour la vente de francs congolais contre des dollars US força les commerçants à évaluer leurs biens importés au taux officiel pour acheter des devises locales.

Les ressources de l'est du pays furent désormais exploitées par les forces rebelles ou les occupants étrangers. Le Rwanda devint par exemple exportateur de diamants et de coltan, bien que n'en disposant pas sur son territoire national.

Les infrastructures défailtantes, un cadre légal incertain, la corruption, un manque d'ouverture économique et financière de la part du gouvernement, restent des freins à l'investissement et à la croissance économique. Le FMI et la Banque mondiale multiplient les collaborations avec le nouveau gouvernement en vue de restaurer des plans économiques cohérents, mais les réformes institutionnelles peinent à suivre. Face à la dépréciation de la monnaie, le gouvernement a pris des mesures drastiques en janvier 1999 : le dollar US fut banni des transactions commerciales courantes, position qui fut revue plus tard. Le gouvernement peine toujours à promouvoir les exportations, bien que l'impression de nouveaux billets ait repris. La croissance économique fut fortement négative en 2000 de par la difficulté de satisfaire les conditions fixées par les donateurs institutionnels, les faibles exportations et l'instabilité régnante.

Depuis 2000, le gouvernement a pris de nouvelles orientations à travers une gamme des mesures d'ajustement économique portée successivement par le Programme Intérimaire Renforcé (PIR) et le Programme Économique du Gouvernement (PEG) mises en œuvre respectivement en 2001 et 2002. Ses différentes politiques macroéconomiques augurèrent des perspectives prometteuses. Le changement de la contre-performance économique de la décennie 90 en performance économique, le retour sur le sentier de la croissance économique, la relative stabilité des prix et du taux de change sont tant d'éléments à enregistrer dans le compte de ces politiques. L'économie congolaise s'est engagée sur le sentier de la croissance, après avoir enregistré beaucoup de contre-performance durant la décennie allant de 1999 à 2000. En effet, d'importantes mesures en matières économique ont été arrêtées par le Gouvernement dès l'aube du nouveau régime en 2001. Au nombre de ces mesures, l'on peut citer l'option du libéralisme de l'économie nationale, avec notamment la libéralisation des marchés minier et pétrolier, l'adoption du système de taux de change flottant, la promulgation de nouveaux textes de lois dont l'esprit est de promouvoir les initiatives privées (Code des Investissements, Code Minier, Code Forestier, Code du Travail,...) et la réduction du taux de la fiscalité, la signature de l'Ordonnance-loi n° 10/002 portant nouveau Code des Impôts, l'atteinte de l'initiative PPTE le 1/7/2010 et la reprise de la coopération avec les institutions financières internationales (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Banque Africaine de Développement, etc...); et au jour le jour, le Gouvernement congolais s'évertue à la cimentation de la coopération structurelle avec lesdits partenaires au développement; en même temps qu'arrivent de plus en plus d'investisseurs potentiels désireux de s'installer dans le pays. Pour certains économistes congolais, cette situation positive est à la fois le résultat de la stabilité macroéconomique, conjuguée avec les effets des réformes structurelles ainsi que les dividendes de la paix retrouvée. Plusieurs réformes ont été adoptées en 2010 par les autorités congolaises dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et d'investissement au pays pour quitter ainsi la dernière place dans le "*Doing Business*" de la Banque Mondiale relatif à la facilité de faire des affaires. Il s'agit notamment des réformes suivantes:

- l'adhésion au droit des affaires de l'OHADA en date du 20/8/2010 par l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010;
- promulgation de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- promulgation de la Loi n° 10/10 du 27 avril 2010, relative aux marchés publics qui édicte les nouvelles règles fondamentales relatives à la préparation des projets, à la passation des marchés publics, à leur exécution et au contrôle, ainsi que le règlement des contentieux liés aux marchés publics. Elle s'applique aux marchés de travaux de fourniture, de service et de prestation intellectuelle par l'Etat, les Provinces, les Entités Territoriales décentralisées, les Entreprises publiques et les Etablissements Publics.
- Etc.

Curieusement, il est à noter que malgré les performances macroéconomiques enregistrées ces dernières années, la situation sociale de la population demeure relativement encore précaire ! Le Chef de l'Etat l'a même pertinemment souligné lors de son adresse à la Nation congolaise le 15 décembre 2012 devant le Congrès congolais, lorsqu'il a dit : « Quant aux réformes économiques,

elles ont donné des résultats encourageants (...); cependant, beaucoup de congolais semblent fatigués d'entendre parler d'excédents budgétaires, et de stabilité du cadre macroéconomique, alors que les conditions de vie de nos populations ne s'améliorent pas dans les mêmes proportions. Un peu de créativité, doublée de volontarisme, s'impose(...). Nous devons donc redoubler d'efforts. »

IV. Dédollarisation de l'économie congolaise et innovations monétaires

L'ampleur de la dollarisation de l'économie congolaise est telle qu'aussi l'Etat est arrivé à normaliser même le paiement des certains impôts et taxes, ainsi que moult de transactions en dollar américain ! Des observations sur terrain démontrent que la plupart de marchés publics, notamment ceux contractés par le Bureau Central de Coordination (BCECO) et parfois visibles sur son site web www.bceco.cd, impliquant de gros ou de très faibles montants, n'échappent pas à l'influence du dollar américain... Cette situation s'avère anormale.

La dollarisation de l'économie congolaise est un phénomène dont les causes à effet sont à rechercher inéluctablement dans l'incertitude politique et les déséquilibres macroéconomiques profonds enregistrés par notre économie, depuis la Deuxième République ; les racines immédiates quant à elle sont l'inflation et la dépréciation de la monnaie domestique ou locale, dont l'Autorité monétaire n'a pas été en mesure de garantir la qualité, c'est-à-dire son aptitude à sauvegarder durablement la stabilité des prix et à susciter la confiance des agents économiques pour qu'ils l'utilisent dans leurs transactions commerciales et financières. Le Franc Congolais s'est affaibli et s'est avéré inconvertible hors du territoire national, alors que le dollar américain s'est fortifié, stabilisé et s'est avéré convertible. Pour se rendre à l'évidence de l'ampleur du déséquilibre monétaire existant, Il aura suffi de comparer sur le marché congolais le franc congolais au dollar américain, dont l'unité de celui-ci vaut actuellement au moins le 900^{ème} de celui-là. Cette conjoncture relègue ipso facto le franc congolais au rang du sous-multiple du dollar américain, rendant ainsi la politique monétaire inefficace.

Dans la quête d'une piste de dédollarisation de notre économie, beaucoup ont caressé l'illusion qu'il fallait simplement réussir la désinflation pour regarder tranquillement la dollarisation se volatiliser. Des analyses récemment réalisées notamment par Reinhart et Rogoff, deux Experts Economistes de notoriété internationale, le démentent sérieusement. Et c'est ce à quoi on assiste en RD Congo : la désinflation n'a pas entraîné la dédollarisation.

Les mêmes travaux ont établi, entre autres, comme pistes pour réduire la dollarisation, qu'il fallait soit baisser la dette publique en devises étrangères émise localement, soit baisser la part des dépôts en devises de la masse monétaire au sens large. Ces Economistes observent par ailleurs que ces mesures doivent être encadrées, c'est-à-dire appliquées dans le cadre d'une stabilité macroéconomique pérenne.

Par ailleurs, Il est pertinent de mentionner que la discussion sur la dédollarisation ne refait surface que dès lors qu'on aborde la problématique du lancement des nouvelles coupures de la monnaie nationale. A notre avis , c'est au regard de la stabilité macroéconomique en général et monétaire en particulier enregistrées en fin 2011 et en cours 2012, éprouvée par la réussite relative du lancement en juillet et décembre 2012 des billets à valeur faciale adaptée (1000FC, 5000FC, 10000FC, 20000Fc), que le Gouvernement congolais a résolument marqué son intention de dédollariser l'économie nationale, visant à réattribuer au Franc Congolais les fonctions traditionnelles pré-rappelées dévolues à toute monnaie nationale. Il s'agit aussi par le fait même d'un signal fort de la part du Gouvernement de réaffirmer notre souveraineté nationale qui devra

aussi se consolider au travers de la puissance économique en général et monétaire en particulier ; la monnaie étant un attribut de la souveraineté nationale de tout Etat.

Tout compte fait, nous estimons que dédollariser l'économie congolaise ne peut être véritablement obtenu par l'émission de billets à valeurs faciales élevées, lesquelles par ailleurs comportent un effet psychologique inflationniste dont cette émission est génératrice au vu de l'expérience congolaise. Heureusement, les observations sur terrain démontrent que l'avènement en 2012 des nouveaux billets à valeur faciale adaptée n'a pas apporté l'inflation jusqu'à ces jours. (Voir l'étude de notre Division relative à l'évolution du taux de change avant et après le lancement des billets à valeur faciale adaptée)

Au demeurant, un fait est à éviter pour la réussite du processus sous analyse : le gouvernement se doit d'éviter la « dédollarisation forcée » de triste mémoire, entre septembre 1998 et janvier 2001, qui interdisait formellement toute détention de la devise, ainsi que son usage dans les transactions intérieures, ayant entraîné plusieurs effets pervers sur l'économie congolaise, dont la récession économique et l'hyperinflation... Voilà pourquoi l'option levée par le Gouvernement est et doit donc être celle de la « dédollarisation par les forces du marché » et non celle de la « dédollarisation forcée ». En effet, il est préconisé une dédollarisation progressive dont le processus ferait que les transactions de l'Etat, la passation des marchés publics, le paiement des impôts et taxes de l'Etat, etc. soient acquittés en Franc Congolais, laissant latitude au secteur privé d'user du dollar américain dans ses transactions habituelles. Ce qui est et devrait être différent de la dédollarisation forcée pré-rappelée...

V. Conclusion

Le sujet relatif à la dollarisation et son antinomie la dédollarisation de l'économie congolaise paraît houleux, eu égard bien sûr au débat qu'il suscite parmi les Economistes et autres Chercheurs intéressés par l'analyse de ce phénomène monétaire aux contours transversaux à plusieurs disciplines scientifiques. En effet, Economiste, Juriste, Psychologue, Sociologue... restent tous préoccupés et intéressés par la compréhension du phénomène de la dollarisation avant d'entrevoir la dédollarisation : respectivement, en effet, ils en appréhendent notamment les impacts macroéconomiques, la réglementation par l'Autorité Monétaire, les comportements psychologiques des professionnels et consommateurs économiques, les impacts réels et visibles dans la communauté sociale...

Tout au long de cette monographie, nous avons analysé les causes et les conséquences de la dollarisation de l'économie congolaise au fil de l'histoire monétaire, et démontré le contexte macroéconomique dans lequel l'Autorité monétaire de notre pays, jouissant à cet effet d'un ample soutènement de l'Autorité budgétaire, s'en est résolu à la dédollarisation... Des analyses postérieures et éventuellement différentes de l'orientation méthodologique édictée dans la présente monographie, peuvent s'avérer complémentaires à l'intelligence du phénomène de la dollarisation et de la mesure de la dédollarisation de l'économie congolaise. Comme le souligne *Wikipedia l'Encyclopédie Libre* de la toile web, l'histoire monétaire de la République démocratique du Congo se révèle être importante aux yeux des Economistes dans la mesure où elle offre un champ d'étude vaste et riche pour vérifier quelques théories de l'économie monétaire...

Au reste, l'agrandissement de l'éventail fiduciaire, notamment avec la mise en circulation des billets à valeur faciale adaptée, loin de constituer une solution-miracle à la dédollarisation de l'économie congolaise, peut cependant en constituer un préalable non moins négligeable pour l'entame du processus ; mais à condition de prendre les mesures nécessaires d'encadrement afin d'éviter des éventuels dérapages.

Pour clore, il importe de mentionner que, malgré le fait qu'avec les nouveaux billets à valeur faciale adaptée injectée dans la masse monétaire qui rendent possible et moins embarrassant le déplacement des agents économiques et des ménages avec des colossales sommes d'argent en Franc Congolais, il semble néanmoins que le recours au dollar américain persiste ! L'élément psychologique « confiance » que nous avons évoquée n'en demeure pas moins omniprésent dans la mentalité des professionnels et consommateurs...

VI. Bibliographie sélective

Les livres, articles et autres documents dont les références sont données ci-après ont été consultés avec intérêt :

1. Berget (Andrew) et Borensztein (Edouardo), *Débat sur la dollarisation*, Finance et Développement, Fonds Monétaire International, Mars 2000,
2. Braeckman (Colette), *Le Congo et ses amis chinois* [archive], *le Monde diplomatique*, septembre 2009 ;
3. « Dollarisation » sur Wikipedia, disponible en ligne: <http://fr.wikipedia.org> (consulté le 2 janvier 2013) ;
4. « Dollarisation de l'économie congolaise ». Le Potentiel, Septembre 2012. Distribué par All Africa Global Media, disponible en ligne : www.allafrica.com (consulté le 10 janvier 2012) ;
5. Duchene (Gerard) et Goujon (Michael), *La dédollarisation : les expériences du Vietnam, de l'Ukraine et de la Roumanie*, Revue d'études comparatives est-ouest, vol. 37, n° 1, 2006 ;
6. Kabuya Kalala et Matata Ponyo Mapon, *L'espace monétaire kasaien, crise de légitimité et souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997)*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1999 ;
7. Kodila Tedika, *La stratégie de réduction de la pauvreté en RDC, où en sommes-nous*, Le Potentiel, n° 4278, mardi 25 mars 2008 ;
8. Kola Lendele et Kamanda Kimona-Mbinga, *Nature et spécificités de la dollarisation de l'économie congolaise(RDC)*, Monde en développement, 2/2005, n° 130, p.41-62, en ligne, <http://www.cairn.info> (consulté le 08 décembre 2012) ;
9. Kudinga (Benoît), *Le gouvernement congolais, garant de l'instabilité macroéconomique* [archive], Le Potentiel, 7 mars 2006 ;
10. Luwansangu (Paul), *Bilan économique de la RDC 2001-2005 : est-ce la fin de la malédiction ?*, Le Potentiel, n° 3467, 2005 ;
11. Mabi Mulumba (Evariste), *Les dérivés d'une gestion prédatrice, le cas du Zaïre devenu République démocratique du Congo*, CRP, Kinshasa, 1998 ;
12. Mabi Mulumba (Evariste), *La monnaie dans l'économie*, Kinshasa, CERDI, 2001 ;
13. Nkoo Mabantula (Marie-Brigitte), *Comment doit-on définir la monnaie ?*, Disponible en ligne : www.dissertationgratuites.com (Consulté le 05 novembre 2012) ;

14. Reinhart (Carmen) et Rogoff (Kenneth), *Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière*, Pearson, 2010 ;
15. République démocratique du Congo, *Document de la stratégie de croissance et de la réduction de pauvreté*, 2006 ;
16. Sasse Kembe et Lungela Ndiangani, *Volatilité de taux de change et dynamique inflationniste en RDC*, Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES), Lettre de l'IRES n° 25-26, 2004 ;
17. Socorro Heysen, *Dollarisation : le tout est de maîtriser les risques*, ABC de l'économie, Département des systèmes monétaires et financiers du FMI ; Finances & Développement, 2005 ;
18. Sumata (Claude), *L'économie parallèle de la R.D.C.*, Editions l'Harmattan, Paris, 2001.
19. Tshiani (Noël), *La bataille pour une monnaie nationale crédible*, De Boeck édition, Bruxelles, 2012;